Conseil d'État - Décision n° 420554 - lecture du 16 février 2022

Le Conseil d'État précise le régime contentieux qui s'applique, après que le juge administratif a sursis à statuer pour permettre la régularisation d'une autorisation d'urbanisme.

En vertu de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme, le juge administratif, saisi d'une demande d'annulation ou d'une contestation relative à un permis de construire, peut, après avoir constaté que l'illégalité dont le permis est entaché est susceptible d'être régularisée, surseoir à statuer, après avoir invité les parties à présenter leurs observations et dans l'attente de la réalisation de mesures de régularisation dans un délai qu'il fixe et de leur notification.

Dans ce cadre, saisi après cassation d'une demande tendant à l'annulation d'arrêtés délivrant des permis de construire pour six éoliennes et deux postes de livraison sur le territoire des communes de Courçais et Viplaix, dans l'Allier, le Conseil d'État a constaté, par une décision avant-dire droit, l'irrégularité de la procédure d'édition de ces permis et décidé de surseoir à statuer afin d'en permettre la régularisation, par la consultation de la mission régionale de l'autorité environnementale territorialement compétente du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGDD). L'avis rendu par la mission comportant des différences substantielles par rapport à celui qui avait été porté précédemment à la connaissance du public, une enquête publique complémentaire a dû être réalisée. À l'issue de la procédure, le préfet de l'Allier a accordé les permis de régularisation, par des arrêtés qui ont été notifiés au Conseil d'État au-delà du délai imparti.

Par sa décision mettant fin à l'instance, le Conseil d'État juge tout d'abord qu'il résulte de l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme qu'à l'issue du délai qu'il a fixé dans sa décision avant-dire droit pour que lui soit adressées les mesures de régularisation du permis de construire attaqué, le juge peut à tout moment statuer sur la demande d'annulation de ce permis et, le cas échéant, y faire droit si aucune mesure de régularisation ne lui a été notifiée. Il en résulte également que, en revanche, le juge ne peut pas se fonder sur la tardiveté de la communication de ces mesures pour ne pas en tenir compte.

Il en déduit que les requérants parties à l'instance ayant donné lieu à la décision avant-dire droit sont recevables à contester la légalité de la mesure de régularisation produite dans le cadre de cette instance, tant que le juge n'a pas statué au fond, et sans condition de délai.

Le Conseil d'État précise ensuite qu'à compter de la décision par laquelle le juge recourt à l'article L. 600-5-1 du code de l'urbanisme, seuls des moyens dirigés contre la mesure de régularisation peuvent être invoqués. À ce titre, les parties peuvent, à l'appui de la contestation de l'acte de régularisation, invoquer des vices qui lui sont propres et soutenir qu'il n'a pas pour effet de régulariser le vice que le juge a constaté dans sa décision avant-dire droit. Elles ne peuvent en revanche soulever aucun autre moyen, qu'il s'agisse d'un moyen déjà écarté par la décision avant-dire droit ou de moyens nouveaux, à l'exception de ceux qui seraient fondés sur des éléments révélés par la procédure de régularisation.

En conséquence, constatant en l'espèce que l'avis de la mission et l'enquête publique complémentaire avaient permis de régulariser la procédure, le Conseil d'État rejette les demandes d'annulation des permis de construire.